

Brexit

Les places boursières ont vécu une journée d'enfer

Hier, les marchés ont subi une nouvelle séance de volatilité extrême, nécessitant l'intervention des banques centrales pour rassurer et stabiliser les devises telles que le franc

Olivier Wurlo

Le Brexit! Jeudi soir encore, personne ne voulait y croire. Les marchés financiers en particulier ont, jusqu'au dernier moment, anticipé un refus des Britanniques de quitter l'Union européenne. En toute logique, l'une après l'autre, les places boursières du monde entier ont donc dévié hier matin. Après le Nikkei, au Japon, qui s'est effondré de 7,92% durant la nuit, le DAX en Allemagne plongeait de 6,82%, le CAC 40 en France s'effondrait de 8,04%; à Milan, la chute a même atteint 12,35%! A Londres, le FTSE-100 n'a abandonné «que» 3,15%, un peu moins que le SMI de la Bourse suisse (3,44%). A New York hier soir, le Dow Jones a clôturé sur une baisse de 3,39% et le Nasdaq de 4,12%.

Une nouvelle journée de volatilité extrême à ajouter dans le grand livre de l'histoire boursière dans le monde! Vu l'ampleur des corrections, certains économistes osaient même hier faire un parallèle avec la faillite de Lehman Brothers. «D'un point de vue économique, cette journée est une réplique de même ampleur», pensait hier Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank.

A l'Union Bancaire Privée (UBP), l'hypothèse d'une plongée en récession mondiale est désormais envisagée et cela dès le second semestre de cette année ainsi qu'en 2017. «Elle résulterait notamment d'une baisse de la consommation ainsi que d'une baisse des dépenses d'investissements», explique son économiste en chef, Patrice Gautry, qui parle d'un nouveau choc de la confiance.

Le consensus global était toutefois plus nuancé concernant les conséquences probables de ce Brexit qui ne sera pas effectif avant deux ans. «La crise qui débute ne présente pas aujourd'hui de risque systémique, contrairement à ce qui s'est passé en 2008», assure-t-on à la Banque Cantonale Vaudoise (BCV). Au dire des analystes d'Amundi Asset Management, «de choc de confiance n'a aucune raison de mettre en péril la reprise économique en zone euro, qui est avant tout tirée par la demande intérieure (les exportations de l'Union européenne vers le Royaume-Uni ne sont pas suffisamment significatives pour changer la donne)». Ces analystes préfèrent toutefois rester prudents en précisant «faire face à une absence totale de visibilité» et donc à des effets incertains.

Intervention de la BNS

Parmi les surprises du jour: la stabilité relative des monnaies, dont celle du franc. Après un plus bas à 1,0624 franc pour un euro, la monnaie helvétique est ensuite remontée à 1,0734 à la clôture des Bourses en Europe. En début de journée, la Banque nationale suisse (BNS) a rapidement confirmé être intervenue sur le marché des changes dans l'objectif de stabiliser la monnaie helvétique.

La BNS n'a d'ailleurs pas été la seule à réagir. Face à l'effondrement de la livre, la Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé être prête à injecter 250 milliards de livres (355 milliards de francs) dans le système pour assurer le bon fonctionnement des marchés. Quant à la BCE et la FED, les deux institutions ont assuré être également prêtes à fournir des liquidités supplémentaires... si nécessaire.

En Suisse, la stratégie d'intervention adoptée par la BNS en inquiète plus d'un. N'aurait-elle pas dû laisser le franc suivre



Sur les marchés, les banques britanniques ont particulièrement déstabilisé. Barclays a plongé de 17,7%, Lloyds de 21% et Royal Bank of Scotland de 18,04%. JUSTIN LANE/EPA

sa voie et se renforcer drastiquement au lieu d'intervenir afin de stabiliser artificiellement? N'a-t-on pas repoussé un problème qui ne peut qu'empirer avec le temps? Ces questions se posent au vu des limites à laquelle la BNS risque à nouveau d'être rapidement confrontée. Selon Peter Rosenstreich, analyste principal chez Swissquote Bank, «la Banque centrale ne dispose probablement pas des outils nécessaires pour protéger le franc dans le cas

d'une période prolongée de forte demande». L'évolution future des taux se pose d'ailleurs déjà. «Ils vont rester bas, voire extrêmement bas, pendant de longs mois encore, car les craintes déflationnistes pourraient être accentuées», estime-t-on à la BCV.

Le plongeon des banques

Hier, les principales victimes étaient les banques britanniques. Ces dernières ris-

quent de perdre leurs droits d'accès au marché européen de la finance et les banques internationales pourraient donc rapidement expatrier des activités hors de la City. Au total, le cabinet PwC estime que le Brexit pourrait coûter 70 000 à 100 000 emplois dans le secteur des services financiers britanniques d'ici à 2020.

Sur les marchés, les établissements bancaires britanniques ont particulièrement déstabilisé. Barclays a plongé de 17,7%,

Lloyds de 21% et Royal Bank of Scotland de 18,04%. La situation boursière des autres banques européennes s'est également fortement détériorée hier avec des reculs compris entre 14% et 23% pour les françaises BNP Paribas et Société générale, l'allemande Deutsche Bank, l'espagnole Banco Santander ou encore l'italienne Intesa Sanpaolo. Quant aux grands établissements suisses, UBS a chuté de 11,2%, Credit Suisse de 13,9% et Julius Bär de 9,00%.

Les milieux économiques craignent la cherté du franc

«Climat d'incertitudes», «pression sur le franc comme valeur refuge» ou «décisions d'investissement gelées»: les représentants des milieux économiques genevois ont reçu le vote des Anglais comme une douche froide, pour ne pas écrire écossaise.

Directeur de la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services), Jacques Jeannerat s'inquiète des effets sur le franc, déjà fort. «La cherté du franc handicape notamment l'industrie d'exportation et le commerce de détail. Il suffit de se rappeler ce qui s'était passé après le 15 janvier 2015», résume-t-il, en faisant référence à un autre jour noir, lorsque la Banque nationale suisse a aboli le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro.

Directeur général de la FER Genève, Blaise Matthey partage l'avis de ceux qui pensent que «le Brexit ne va pas renforcer la place de la Suisse dans son processus de négociation avec l'Union européenne». La Suisse n'est pas membre du club européen, un club dont l'un des principaux membres vient de claquer la porte. Les explications vont logiquement se dérouler

«Il suffit de se rappeler ce qui s'était passé juste après le 15 janvier 2015»



Jacques Jeannerat
Directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

«Le Brexit ne va pas renforcer la place de la Suisse dans sa négociation avec l'UE»



Blaise Matthey
Directeur général de la FER Genève

«Des sociétés bancaires suisses pourraient décider de transférer des activités hors de Londres»



Edouard Cuendet
Directeur général de la Fondation Genève place financière

entre cet éminent membre et le club. «Celui qui n'est même pas membre attendra son tour», poursuit Blaise Matthey. Même si la vie va continuer, le patron des patrons genevois s'attend par ailleurs «à une grande distribution des cartes dans le fonctionnement de l'Union européenne». «Dans quelle mesure les Allemands domineront-ils désormais l'UE?» se demande-t-il notamment.

«Le Brexit ouvre une grande période d'incertitude, qui s'ajoute à d'autres facteurs d'instabilité, à l'instar du

problème de l'accès au marché ou du franc fort. Nous allons connaître une phase d'observation. Puis des sociétés bancaires ou financières suisses pourraient décider de transférer des activités hors de Londres, qui représenterait pour beaucoup d'acteurs financiers le portail vers l'Union européenne, argumente Edouard Cuendet, directeur de la Fondation Genève place financière. La City est une place considérable avec près de 700 000 postes de travail, on l'oublie souvent. Pour aller où? «Francfort est souvent citée. Mais nous

serions heureux aussi d'en accueillir, si nous parvenons à conserver et à développer nos atouts.» Le Genevois pense en particulier «à la stabilité et à la prévisibilité». Dans ce cadre, une avancée claire dans le dossier de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) est indispensable, conclut-il.

Rappelons que la FER a émis il y a plus d'un an une série de propositions pour faire accélérer ce dossier sensible et décider des firmes étrangères - pourquoi pas anglaises - à s'installer dans le canton. **Roland Rossier**

Brexit

«Aucune raison de se précipiter à Bruxelles»

L'ancienne conseillère fédérale en charge des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey (PS/GE) analyse le vote britannique et ses conséquences pour les rapports entre la Suisse et l'UE

Judith Mayencourt

Un vote des perdants de la globalisation et qui pourrait conduire l'Union européenne au bord de l'implosion si elle ne se réforme pas. L'ancienne conseillère fédérale et ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey jette un regard préoccupé sur le vote des Britanniques. Mais la décision de sortir de l'Union européenne n'est pas forcément une mauvaise chose pour la Suisse, estime la Genevoise, qui suggère au Conseil fédéral d'adopter une tactique «à la luxembourgeoise»: plutôt que se précipiter à Bruxelles pour arracher un accord, mieux vaut laisser les Britanniques trouver une solution et en tirer profit après. Interview.

Comment analysez-vous le vote britannique?

Je ne veux pas juger ce vote. Les Britanniques ont décidé de sortir de l'UE. Ce que l'on peut constater, c'est que cela a aussi été un vote sur la globalisation et la libre circulation des personnes et des capitaux. Les perdants de ce système essaient de tirer le processus en arrière, car ils considèrent qu'on leur vole leur emploi, leur appartenance, leur identité. Ces peurs sont de nature à convaincre bien au-delà du cercle des perdants. C'est un peu ce qui s'est passé en Suisse le 9 février 2014. Je pense d'ailleurs que le résultat n'aurait pas été différent dans d'autres pays européens. Ce vote a mis en évidence deux visions très différentes de l'Union européenne. Certains veulent davantage de solidarité, davantage de politiques communes, davantage de compétences supranationales. Et d'autres se concentrent sur les intérêts nationaux, économiques et sécuritaires, à savoir l'accès au grand marché. C'est la vision de la Grande-Bretagne, mais aussi celle de notre pays.

Va-t-on aller vers un éclatement de l'UE? Voire son affaiblissement?

Le risque d'éclatement existe car le vote britannique peut créer un précédent. Et



Micheline Calmy-Rey: «On n'échappera pas à une votation du même genre que celle des Britanniques. Le meilleur moyen pour la Suisse de clarifier ses positions, ce serait de faire un contre-projet à l'initiative RASA.» LAURENT GUIRAUD

ce risque est plus fort encore si l'UE n'entreprend rien. D'autres Etats membres vont soulever la question du contrôle de la migration et des effets de la politique néolibérale suivie par l'UE. La crise de l'euro et la crise des migrants ont mis en avant toutes les faiblesses de la politique européenne, notamment son déficit démocratique. Maintenant, il appartient à l'UE de décider d'entreprendre ou non des réformes.

Lesquelles? Va-t-on aller vers une Europe à plusieurs cercles, dont on parle depuis longtemps?

Je ne le sais pas. En tout cas, cela ne fera pas du jour au lendemain. L'UE agit de plus en plus sur le modèle interétatique. Cela veut dire le droit de veto des plus grands et l'hégémonie de l'Allemagne. L'UE est un peu comme un adolescent qui n'est pas encore complètement

formé. Elle a une monnaie unique sans avoir de politique économique commune. Elle a la libre circulation des personnes sans avoir suffisamment de contrôles aux frontières extérieures. Elle n'a pas de politique étrangère et pas d'armée, alors qu'elle est une grande puissance économique. L'UE est en devenir et elle doit se réformer car elle a un déficit démocratique énorme. Elle n'a pas l'habitude des consultations populaires, elle en a même très peur. C'est un problème, car les peuples ne sont plus prêts à se laisser imposer des politiques - notamment d'austérité - sans avoir un mot à dire.

Avant le vote, vous disiez qu'un Brexit ne serait pas si mauvais pour la Suisse, car nous aurions un nouvel allié de poids. Vous maintenez cette analyse?

Toutes les options sont ouvertes aujourd'hui. La Grande-Bretagne va perdre,

d'ici à deux ans, les accords de libre-échange qu'elle avait au travers de l'Union européenne avec un certain nombre de partenaires commerciaux. Et donc elle doit repenser sa politique commerciale. Le plus simple, c'est qu'elle se rallie à une organisation existante, à savoir l'AELE. L'UE a également tout intérêt à trouver des solutions rapides et pragmatiques sur le plan économique car elle ne va pas laisser partir la Grande-Bretagne dans les bras des Américains ou des Asiatiques. Mais l'AELE ne résout pas les problèmes de la migration et de la libre circulation des personnes, que la Grande-Bretagne devra appliquer si elle veut bénéficier d'un accès au marché européen. Pour cela, on peut imaginer un Espace économique européen revalorisé, avec un pouvoir de décision sur la reprise du droit européen. Ou alors des accords bilatéraux, comme le fait la Suisse.

Mais qu'est-ce que cela signifie pour les discussions que la Suisse essaie péniblement d'avoir avec l'UE?

Dans ces circonstances, je ne vois pas quel intérêt la Suisse aurait à se précipiter à Bruxelles pour négocier en quelques jours un accord sur la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse» et un autre sur le cadre institutionnel. Il y a un délai à février 2017, mais le Conseil fédéral peut prendre des mesures transitoires, par voie d'ordonnance. Par ailleurs, on n'échappera pas à une votation du même genre que celle des Britanniques. Le meilleur moyen pour la Suisse de clarifier ses positions, ce serait de faire un contre-projet à l'initiative RASA (adlr: qui veut biffer le nouvel article sur l'immigration de masse). De toute façon, l'UE sera accaparée par les discussions avec la Grande-Bretagne. On pourrait adopter la tactique luxembourgeoise. Le Luxembourg a toujours laissé la Suisse aller au front, avant de dire, une fois l'accord conclu: nous avons eu moins que la Suisse! La Grande-Bretagne a des relations moins asymétriques que nous avec l'UE. Laissons-la voir ce qu'elle peut obtenir.

Vous parlez d'une nouvelle votation en Suisse. Ne craignez-vous pas que le vote britannique ne remobilise les euroseptiques? Et qu'au final, on dise non aux accords bilatéraux?

Oui, vous avez raison. Et je suis furieuse parce que le Conseil fédéral n'a rien fait depuis trois ans. Il peut prendre des mesures de politique intérieure. Mais il n'y a eu aucun renforcement des mesures d'accompagnement existantes pour éviter le dumping salarial, si ce n'est des mesureries. Les gens qui votent comme les Britanniques se plaignent de ne pas avoir assez de services publics, pas assez d'appartements, pas assez de transports publics. Ils se plaignent de la concurrence déloyale sur le marché du travail. Regardez ce qui s'est passé à Genève dernièrement, avec l'engagement de frontaliers dans une institution subventionnée alors qu'il y avait de la main-d'œuvre suisse. Le risque est énorme de perdre si rien n'est fait. Le premier chemin serait d'utiliser le délai qui nous reste pour prendre quelques mesures.

Charles Wyplosz: «La Suisse ne va pas récupérer la City de Londres»

Après ce jour de folie dans les marchés, laissons la poussière retomber. Professeur d'économie à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève (IHEID), Charles Wyplosz se refuse à céder à la panique. «A court terme, les marchés financiers vont connaître beaucoup de fébrilité, car les conséquences précises découlant du Brexit sont quasi impossibles à prévoir», résume-t-il. Comme d'autres économistes suisses ou étrangers, il annonce «une grande période d'incertitudes» pour le secteur des marchés financiers.

Mais cet économiste français, spécialisé depuis près de trente ans dans les crises financières et monétaires, ne croit pas à la catastrophe annoncée par quelques pythies de mauvais augure. Les marchés vont peu à peu se stabiliser, opine-t-il.

S'agissant plus spécifiquement de l'Angleterre, il se demande même «si les Britanniques ne seront pas à nouveau candidats pour entrer dans

l'Union européenne dans environ deux ans», au cas où ils devaient mal digérer les mois qui viennent.

Le mal reste cependant profond. «La classe politique n'a pas pris la mesure de ces lames de fond, estime-t-il. Ce vote démontre l'importance et le poids des classes moyennes, qui se sentent de plus en plus délaissées.» «Et je crains que, même après le Brexit, les milieux politiques n'aient pas vraiment compris les attentes des populations.»

Et les représentants de l'économie, sont-ils blancs comme neige? Pour Charles Wyplosz, «les milieux économiques ne font pas de politique. Ils se concentrent sur l'innovation. Et doivent gagner de l'argent. Mais ils essaient aussi de comprendre les rouages de la vie politique, ce qui est une autre chose.» En revanche, le professeur de l'IHEID estime que «certains milieux d'affaires fonctionnent en vase clos et ont perdu le sens de toute mesure. Ils n'ont pas été assez attentifs aux réactions négatives de la population. En

«Les Britanniques seront peut-être à nouveau candidats à l'UE dans environ deux ans»



Charles Wyplosz Professeur d'économie à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

particulier quand de nombreux grands patrons se sont distribués des salaires hors de toute proportion.» L'économiste français met le doigt là où cela fait mal. Il y a neuf ans, l'éclatement de la crise financière dite des «subprimes» avait déjà, dans ses suites, élargi le fossé entre la population et les élites financières. Ces dernières années, des entreprises ou des banques ont essayé de le combler quelque peu en

multipliant les contacts avec les représentants de la société civile (académiciens, syndicalistes, représentants d'ONG, etc.). Mais les milieux économiques doivent désormais beaucoup mieux intégrer dans leurs décisions les variables de nature politique.

Par ailleurs, Charles Wyplosz est d'avis que, contrairement aux espoirs fous de quelques financiers de la place, «la Suisse ne va pas récupérer la City de Londres». Tout au plus peut-on imaginer que des sociétés financières examinent la possibilité de transférer certaines activités vers d'autres pôles financiers.

Plusieurs grands noms de la finance ont évoqué des transferts d'emplois en cas de Brexit. Le géant américain JPMorgan, qui occupe 16 000 personnes au Royaume-Uni, pourrait déplacer entre 1000 et 4000 postes de travail. Le patron de Deutsche Bank, John Cryan, a adopté hier un ton similaire. Un autre acteur de poids du secteur, le groupe

anglo-saxon HSBC, avait évoqué le déplacement de mille emplois vers Paris, la France étant pour lui un marché connu. De nombreuses banques, dont les deux grandes UBS et Crédit Suisse, sont présentes de manière importante aux bords de la Tamise.

Mais ce type de décision ne se prend pas à la légère. La plupart des observateurs estiment que ces opérations seront mûrement réfléchies, s'agissant en tout cas des grands noms du secteur. Agitant avec d'autres le sac aux idées, Jacques Jeanneret pense que ce Brexit pourrait renforcer l'Association européenne de libre-échange (AELE) si les Anglais devaient s'y intéresser. Hasard du calendrier: lundi s'ouvre à Berne l'assemblée de l'AELE. Les discussions porteront sur la politique de libre-échange des Etats de l'AELE vis-à-vis des Etats non-membres de l'Union européenne. Depuis hier, l'Angleterre s'en est rapprochée. Roland Rossier